

industrialisé comptent sur les gisements d'uranium du Canada pour que se poursuivent les programmes de réacteurs nucléaires qu'ils ont, comme nous, mis en oeuvre pour répondre à une part grandissante des besoins énergétiques. A défaut d'autres techniques, les pays en développement se tourneront aussi vers l'énergie nucléaire lorsqu'ils auront épuisé les autres sources d'énergie conventionnelle et édifié l'infrastructure nationale nécessaire aux grands réacteurs actuels. Même s'il faut intensifier la recherche en matière de conservation et de recyclage de l'énergie, la planification énergétique au Canada et ailleurs doit s'attacher aux ressources actuellement disponibles.

«Même si le gouvernement canadien reconnaît les besoins énergétiques légitimes de ses partenaires commerciaux, il est déterminé à faire tout en son pouvoir pour éviter de contribuer à un élargissement du club atomique. C'est pourquoi il a décidé unilatéralement d'accroître davantage ses exigences en matière de garanties. Comme par le passé nous sommes disposés à assumer les conséquences commer-

Le cas du Pakistan

Au cours d'une conférence de presse qui a suivi l'annonce des changements dans la politique adoptée par le Canada concernant les exportations nucléaires, faite à la Chambre des communes le 22 décembre, par le SEAE M. Don Jamieson, celui-ci a déclaré que le Canada, à toutes fins utiles, a mis fin à sa coopération avec le Pakistan en ce qui concerne la fourniture de matériel nucléaire.

«Le Canada a décidé d'accroître ses exigences en matière de garanties applicables à l'exportation d'uranium et de réacteurs canadiens; il s'est réservé le droit de cesser toute collaboration avec le Pakistan si celui-ci acquérait une usine de retraitement. Pour l'instant nous avons mis fin à nos envois vers ce pays. Le Pakistan doit maintenant se soumettre à la nouvelle politique canadienne d'exportations nucléaires,» a déclaré en substance, M. Jamieson.

ciales de notre avant-gardisme. C'est le prix que nous sommes prêts à payer pour freiner la menace que fait peser

la prolifération nucléaire sur le genre humain.

«Pour que notre politique d'exportation soit pleinement efficace, nous devons convaincre d'autres fournisseurs nucléaires d'en adopter de semblables. Lors d'entretiens, nous avons exhorté nos homologues à prendre une décision collective pour limiter leurs exportations aux États non dotés d'armes nucléaires qui ont ratifié le Traité sur la non-prolifération ou qui sont disposés à accepter un contrôle global de leur programme. Nous regrettons qu'à ce jour cela n'ait pas été possible. Le Canada est toutefois déterminé à assumer ses responsabilités là où il a compétence pour agir, c'est-à-dire au niveau de ses exportations d'équipement et de techniques nucléaires et d'uranium. Nous traçons une voie qui, nous l'espérons, sera irrésistiblement suivie par les autres fournisseurs nucléaires.

«Je profite donc de l'occasion pour les inviter à revoir leurs politiques d'exportations, non pas en fonction des profits qu'ils peuvent en retirer, mais dans l'intérêt de la sauvegarde d'un monde sûr et viable.»

Nominations à l'Ordre du Canada

M. Jules Léger, gouverneur général du Canada, Chancelier et Compagnon principal de l'Ordre du Canada, a annoncé récemment soixante-quatre nouvelles nominations à l'Ordre. La liste comprend deux *Compagnons*, dix-neuf *Officiers* et quarante-trois *Membres*.

L'Ordre du Canada fut établi en 1967, pour reconnaître la contribution exceptionnelle des Canadiens dans les domaines les plus divers. Les décorations sont remises au cours d'une cérémonie d'investiture qui a lieu à la résidence du gouverneur général. Les deux Canadiens qui ont reçu le titre de *Compagnon* sont M. Roger Rousseau, commissaire général des Jeux olympiques de Montréal, et M. David Lewis, ancien chef du Nouveau parti démocratique (NPD) du Canada.

Dans la liste des *Officiers* on remarque les noms de Mme Antonine Maillet, écrivain, de M^e François Mercier, de Montréal, de M. Maurice Strong, président de Petro Canada, du professeur

Pierre Grenier, de Québec, et de Mlle Isobel Moira, géographe, de Montréal.

Parmi les *Membres* citons: Mlle Madeleine Thivierge, membre du Conseil d'administration de l'Hôpital général de Québec, M. J.-Léon Patenaude, directeur général du Conseil supérieur du livre, Mme Michelle Tisseyre, journaliste, membre du Conseil des Arts du Canada; M. Yvan Dubois, maire du Village olympique et président des Jeux pour handicapés physiques; et le docteur John Rekai, cofondateur du *Central Hospital*, de Toronto (Ont.).

Les grades de l'Ordre sont désignés par les abréviations suivantes à inscrire après le nom de famille: *Compagnon* "C.C.", *Officier* "O.C." et *Membre* "C.M."

Le prince Charles visitera le Canada

Son Altesse royale, le prince de Galles, se rendra au Canada en juillet prochain. Le prince visitera l'Alberta, du 5 au 8 juillet, pour participer aux cérémonies commémorant le centenaire

de la signature du Traité numéro sept. Au cours de son séjour, le prince Charles sera nommé Chef Kanai. Il inaugurera également le *Stampede* de Calgary.

A cause de la multitude d'engagements marquant le 25^e anniversaire de l'accession au trône de Sa Majesté la reine, le prince Charles ne pourra pas accepter d'autres engagements au cours de son séjour.

En souvenir de la comédienne Denise Pelletier

Une maison de théâtre de Montréal portera désormais le nom de la regrettée comédienne Denise Pelletier, décédée il y a quelques mois. (Voir *Hebdo Canada* No 22, du 2 juin 76) Il s'agit de l'ancien cinéma GRANADA, situé dans l'est, rue Ste-Catherine. C'est dans cet édifice que s'installera prochainement la Nouvelle Compagnie théâtrale de Gilles Pelletier (frère de Denise) et de Françoise Gratton.